

***M. Charles de Courson, Discussion Générale sur le projet de Loi relatif à la réforme des retraites, le 8 septembre 2010 – Assemblée nationale***

Je voudrais maintenant dire quelques mots sur les propositions alternatives du parti socialiste, car je trouve que nous n'en avons pas assez parlé. J'ai donc longuement étudié un document très intéressant, dont je vous conseille la lecture, même s'il a été, hélas ! peu diffusé. Tout d'abord, côté recettes, le parti socialiste propose 31 milliards de recettes nouvelles en 2012 et 40 milliards en 2025, grâce à sept mesures, dont 28 milliards portent sur les revenus du capital – soit 70 % – et 12 milliards sur les revenus du travail. Trois de ces propositions, en fait, ne rapporteront rien,.....alors que – excusez du peu – elles sont censées procurer 12 milliards de recettes. Comment cela s'explique-t-il ?

La première mesure concerne la majoration des prélèvements sociaux sur les bonus et les *stock-options*. Les socialistes proposent de porter de 5 % à 38 % le taux de taxation, ce qui, d'après eux, va rapporter 2 milliards. Mais, chers collègues, savez-vous quel est le montant annuel de l'assiette des *stock-options* et des bonus ? Autour de 2,7 milliards. Cela veut donc dire que ce que proposent les socialistes, c'est de porter le taux, non pas de 5 % à 38 %, mais de 5 % à 75 % ! Eh bien, dans ces conditions, il n'y aura plus d'assiette ! Ce sont donc 2 milliards de perdus. (*Applaudissements sur les bancs des groupes NC et UMP. – Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Deuxième mesure – tenez-vous bien –, l'application de la CSG sur les revenus du capital actuellement exonérés et la remise en cause de la défiscalisation des plus-values sur les cessions de filiales selon le dispositif dit de l'amendement Copé. Selon les socialistes, cela rapportera 7 milliards.

Le malheur, mes chers collègues, c'est qu'avant cet amendement Copé, les entreprises ne réalisaient pas leurs plus-values en France. (*« Voilà ! » sur les bancs du groupe UMP.*) Elles transféraient les actifs à céder au prix coûtant à leur holding aux Pays-Bas – c'est d'ailleurs pour cela que la plupart des holdings des grands groupes français sont installées là-bas –, y réalisaient la plus-value en exonération de taxe et, après, elles faisaient revenir chez nous cette plus-value. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

Avec cette proposition, vous récolterez donc zéro euro : ce sont 7 milliards de perdus. (*Rires et applaudissements sur les bancs des groupes NC et UMP.*)

Troisième mesure, la majoration de 15 % de l'impôt sur les sociétés des banques, qui est censée rapporter – là encore, tenez-vous bien – 3 milliards d'euros. En fait, cela ne rapportera que 300 millions, car le parti socialiste s'est trompé d'un zéro dans ses calculs. (*Exclamations sur les bancs des groupes NC et UMP.*) Mais la différence n'est que 2,7 milliards !

Je regrette en effet de ne m'adresser qu'à trois ou quatre représentants du parti socialiste.

Nous avons donc déjà perdu 12 milliards sur les recettes. J'en viens aux quatre autres mesures, qui pénaliseront massivement les salaires et, selon mes calculs, réduiront les recettes fiscales de l'État de 3,5 milliards au minimum. (*« Eh oui ! » sur les bancs du groupe UMP.*)

Premièrement, le relèvement du forfait social appliqué à l'intéressement et à la participation, que nos collègues socialistes veulent porter de 4 % à 20 %. Cela doit rapporter 3 milliards. Voilà qui va beaucoup réjouir les 10,3 millions de salariés du privé – soit les deux tiers – qui en bénéficient car, vu les systèmes de plafonnement, le dispositif concerne massivement des salariés modestes et moyens !

Donc le parti socialiste veut pomper les petits et les moyens. C'est tout de même aberrant ! (« *Eh oui !* » sur les bancs des groupes NC et UMP.)

Deuxièmement – et là, accrochez-vous vraiment, mes chers collègues –, l'augmentation de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises en portant le taux de 1,5 %, que nous avons voté lors de la réforme de la taxe professionnelle, à 2,2 %. Cela dégagerait 7 milliards. Là, pas d'erreur de calcul : l'assiette étant de 1 000 milliards, 0,7 % représentent bien 7 milliards.

Mais il semble que nos collègues socialistes ne sachent pas ce que c'est que la valeur ajoutée, car sur ces 1 000 milliards, les deux tiers sont des salaires. Ils créent donc une taxation de 7 milliards portant pour les deux tiers sur les salaires ! Cela entraînera également, selon les estimations, environ 70 000 suppressions de postes, avec les pertes de cotisations que cela suppose.

Il y aura donc, en plus, une perte d'impôt sur les sociétés à hauteur de 2 milliards puisque les 7 milliards sont déductibles. Or un tiers de 7 milliards, cela fait 2 milliards.

Nos collègues vont donc creuser des trous dans le budget de l'État. C'est ce que l'on appelle la politique du sapeur Camember ! (*Rires sur les bancs des groupes NC et UMP.*)

Troisième mesure, on augmente d'un point le taux de cotisation sociale des salariés – cela fait 6 milliards. Allons-y ! (*Sourires.*) On fera donc baisser d'un point le pouvoir d'achat des salariés. Merci pour eux ! Je croyais qu'on défendait le travail au PS...

Quatrième mesure, l'augmentation d'un point des cotisations sociales patronales. Là encore, cela fait 6 milliards. Sauf que, mes chers collègues, les modèles macroéconomiques estiment – vous pouvez le vérifier – que cela se traduira par 50 000 emplois en moins...

...et, là encore, par une perte de recettes pour l'État, puisque les cotisations patronales sont déductibles – je le rappelle à nos collègues socialistes s'ils ne le savent pas. Cela fera donc à peu près 1,5 milliard de perte au titre de l'impôt sur les sociétés.

La conclusion pratique sur le volet recettes de ce plan est très simple : ce sont non pas 40, mais au mieux 28 milliards, dont les deux tiers portent sur le travail, que vous obtiendrez. Mais si vous tenez compte de l'incidence des pertes d'emplois sur les recettes de la sécurité sociale, on s'approcherait plutôt de 20 à 22 milliards, et vous aurez creusé d'au moins 3,5 milliards le déficit de l'État.

Bravo pour la bonne gestion des fonds publics ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes NC et UMP.*)

Attendez, mes chers collègues, ce n'est fini ! (*Sourires.*) Comme cela ne suffit pas du côté recettes, on en rajoute du côté des dépenses. On commence par dire que l'on va consacrer 5 milliards à la pénibilité et aux petites retraites. Or on ne sait toujours pas comment faire sur la pénibilité ! On en a discuté pendant des jours, et même des nuits, et on commence à avancer dans le débat, mais celui-ci n'est pas achevé et c'est aux partenaires sociaux qu'il revient de le conduire à son terme.

Dès lors, franchement, est-il responsable de dire : « Je mets 5 milliards sur la pénibilité. » ? Pourquoi pas 6 ou 4 ? On ne sait pas ! Allons-y donc pour 5 milliards...

Par ailleurs, des économies de 20 milliards sont annoncées. Alors là, c'est remarquable – j'appelle cela de fausses économies, vous allez voir pourquoi.

Il y a d'abord 10 milliards, dont 6 pour les régimes de retraites concernant les seniors. On se creuse la tête pour savoir comment ils font pour dégager cette somme. Eh bien, en remettant au travail 800 000 seniors. Ciel ! Mais comment fait-on ? Cela représente 10 % de taux d'activité supplémentaire en huit ans. Admirez ce colossal effort !

Pour y parvenir, les socialistes proposent cinq mesures. L'une d'entre elles, la plus puissante, consiste à créer un système de bonus-malus sur les taux de cotisations patronales, avec des quotas de seniors par entreprise : si vous ne remplissez pas votre quota vous êtes pénalisé, tandis que si vous le remplissez, on va peut-être vous récompenser.

Mais enfin, mes chers collègues, avez-vous vraiment le sentiment que l'on peut gérer les entreprises avec un tel système ? Je vous demanderais bien de m'expliquer par écrit la façon dont vous comptez y arriver, mais vous ne le pourrez pas : c'est impossible. C'est totalement irréaliste !

Il y a une autre mesure, peut-être encore plus formidable : on récupère 10 milliards en faisant passer de 5 % à 8 % la surcote et la décote. Les experts du parti socialiste espèrent, grâce à ce mécanisme, repousser d'un an le départ à la retraite. C'est à mourir de rire, puisque nos collègues socialistes nous ont combattus quand, avec raison, nous avons fait passer ce taux de 3 % à 5 %. Ils ont voté contre en disant que c'était scandaleux, alors qu'ils envisagent maintenant de le faire passer à 8 % ! C'est complètement fou ! (*Rires et applaudissements sur les bancs des groupes NC et UMP. – Protestations sur les bancs du groupe GDR.*)

J'ajoute qu'il n'y aura aucune économie : si, d'une part, on prolonge d'un an en accordant, d'autre part, une majoration de 8 % de la retraite pour cette année de plus, ce coût supplémentaire mangera l'économie réalisée en ayant retardé d'un an. Il reste donc non pas 10 milliards, mais zéro ! (*Rires sur les bancs des groupes NC et UMP.*)

Pas d'économies donc, mais au contraire un trou de 25 milliards supplémentaires dans les finances publiques. Voilà la proposition du parti socialiste ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes NC et UMP.*)

Si vous voulez connaître le fond de ma pensée, je suis certain que cela traduit un très grand désarroi au sein du parti socialiste. Certains, parmi les plus intelligents, m'ont dit un jour : « Écoutez, c'est à vous de faire le sale boulot. On vous castagne, mais soyez rassurés : une fois revenus au pouvoir, nous ne toucherons à rien. » C'est d'ailleurs ce qu'ils ont fait avec la réforme Balladur !

Comme cela fait dix-sept ans que je siége dans cette noble assemblée, j'ai eu la possibilité de déposer chaque année – non sans cruauté –, entre 1997 et 2002, dans le cadre de la loi de financement de la sécurité sociale, un amendement visant à supprimer la modification d'indexation des retraites. En effet, les socialistes avaient promis que l'indexation se ferait de nouveau sur l'évolution du salaire moyen. Il était très drôle de les forcer à chaque fois à voter contre les engagements qu'ils avaient pris devant la représentation nationale.

Je dis depuis toujours à mes collègues socialistes que, à force de raconter des craques, ils contribuent à l'affaiblissement de la démocratie en France, parce que, au fond, ils n'ont plus aucune crédibilité sur les retraites.

Bref, mes chers collègues, voilà ce que sont les pseudo-propositions alternatives du parti socialiste.

En conclusion, vous comprendrez pourquoi le groupe Nouveau Centre soutient le projet gouvernemental, même si l'on peut encore l'améliorer, et quand bien même nous souhaiterions aller plus loin. Nous dénonçons également l'attitude du parti socialiste : ce n'est pas un comportement responsable pour un parti qui aspire un jour à diriger ce pays. *(Applaudissements vifs et prolongés sur les bancs des groupes NC et UMP.)*